

BUDGET 2026 : À NOUS D'IMPOSER NOTRE 49.3 PAR NOS GRÈVES ET PAR NOS LUTTES

Alors qu'il avait juré qu'il ne gouvernerait pas à coup de 49.3, Lecornu vient d'y recourir pour faire passer son budget. S'asseoir sur une promesse de plus, pas de quoi émouvoir tout ce petit monde politicien qui a mis toute son énergie dans des marchandages parlementaires. La France a un budget, voilà les marchés financiers, et tous les capitalistes, rassurés. Mais pour les travailleurs et les travailleuses, c'est une déclaration de guerre.

Un budget de casse sociale

C'est le PS lui-même qui a encouragé Lecornu à recourir au 49.3 : quoi de plus commode pour faire passer ce budget impopulaire, sans avoir à le voter ? Le chef de file du PS, Olivier Faure, n'hésite pas à parler des « victoires obtenues ». Quelles seraient ces victoires, qui ont acheté le consentement du PS et permis au gouvernement d'échapper à la censure ? La « prime d'activité », versée par les CAF (donc la Sécurité sociale) à laquelle peuvent postuler les salariés les moins payés augmentera de 50 euros par mois. C'est toujours ça que les patrons n'auront pas à débourser pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée, sans augmenter les salaires. Autre os à ronger, lancé à tous ceux qui prétendent avoir obtenu un « budget de compromis » : 500 emplois supplémentaires pour accompagner les élèves en situation de handicap pour l'Éducation nationale. Mais ces emplois d'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) sont eux aussi sous-payés, avec temps partiels imposés, et peinent à recruter. Et on passe sous silence les 4 000 suppressions de postes prévues côté enseignants. Le repas à un euro pour les étudiants veut lui aussi faire oublier la grande misère des Crous, sous-financés pour loger et nourrir les étudiants. De même pour le budget de la Sécurité sociale, notamment insuffisant alors que les difficultés rencontrées par l'hôpital public mettent des vies en danger, comme pour les ministères de la Justice, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Le pactole pour les patrons

Mais pas d'austérité pour les plus riches et les grosses entreprises. La taxe Zucman, pourtant très modérée, a suscité un tir de barrage généralisé. Quant à la taxe sur les plus hauts revenus, créée en 2025, elle a été un fiasco total, rapportant cinq fois moins que prévu. Pour ces très riches, gagnant plus de 250 000 euros par an pour un célibataire, l'évasion fiscale et autres contournements sont un jeu d'enfant. Le patronat pleure la bouche pleine parce que les 300 plus grosses entreprises devront verser 6,3 milliards de « surtaxe ». Pas cher payé, quand on sait que les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025 ! Ce sont surtout les patrons de l'armement, Dassault et autres Safran ou Thales, qui touchent le jackpot avec 6,7 milliards d'euros de plus qu'en 2025 pour le budget de la Défense.

Ils profitent, mais c'est nous qui produisons tout !

On ne parle plus de ces 211 milliards d'euros d'aides diverses versées aux entreprises par l'État, que ce nouveau budget ne remet pas en question. 211 milliards empochés chaque année au nom de la création d'emploi, alors que les entreprises ne cessent d'en supprimer : 700 licenciements chez Brandt, 2 400 suppressions d'emplois chez le géant de l'informatique Capgemini, des licenciements prévus en masse dans le secteur bancaire, pour ne parler que des annonces les plus récentes. Face à ces attaques incessantes, le monde capitaliste et les politiques à son service craignent la colère de la classe ouvrière. C'est bien pour cela qu'en ce moment même, les députés examinent une proposition de loi pour « suspendre » le droit de grève trente jours par an dans les transports, avec l'intention évidente de généraliser cette limitation de notre droit à nous défendre.

Licenciements, conditions de travail et de vie, bas salaires : nous avons toutes les raisons de rendre coup pour coup.